Questions orales

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'OPPORTUNITÉ D'UN RACCOURCISSEMENT DES VACANCES DE NOËL

L'hon. George Hees (Prince-Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Le leader du gouvernement à la Chambre a informé la Chambre jeudi dernier que le gouvernement ne comptait pas rappeler les Chambres avant le 19 ou le 26 janvier, tout en nous donnant une longue liste de mesure législatives qui, selon le gouvernement, doivent être adoptées immédiatement dans l'intérêt public, mesures qu'on ne peut étudier sérieusement d'ici Noël; le premier ministre ne convient-il pas qu'il serait beaucoup plus raisonnable de rappeler le Parlement le lundi 5 janvier afin que nous puissions étudier cette longue liste de mesures d'une façon constructive et ordonnée...

Des voix: Oh, oh!

M. Hees: ... comme la population canadienne voudrait que nous le fassions?

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, certains bills doivent évidemment être étudiés avant même le 1er janvier; sauf erreur, le leader du gouvernement à la Chambre a parlé avec ses collèques de la manière dont on pourrait y parvenir. Le député voit que beaucoup de députés de ce côté-ci de la Chambre aimeraient que l'on revienne le 5 janvier ou plus tôt. J'espère que tous les partis en discuteront. Le leader du gouvernement à la Chambre a parlé du 19 ou du 26 janvier au nom du gouvernement, mais nous sommes toujours disposés à nous passer de vacances ou d'intersession.

Des voix: Bravo!

L'AUDITEUR GÉNÉRAL

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE LÉGISLATIVE— PROPOSITION DE RENVOI DU RAPPORT À UN COMITÉ INDÉPENDANT DE RÉVISION

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, dans le même ordre d'idées j'aimerais poser une question au président du Conseil du Trésor.

M. Guay (Saint-Boniface): Êtes-vous d'accord avec George?

Une voix: Avez-vous compris ce que George voulait dire?

M. Baldwin: Le gouvernement compte-t-il changer son fusil d'épaule en adoptant une politique plus stricte en ce qui concerne les dépenses gouvernementales? Le ministre compte-t-il présenter avant l'ajournement de la Chambre un nouveau bill relatif au rôle de l'auditeur général pour qu'on puisse l'étudier au moins en première lecture. Ce bill constituerait un des éléments essentiels d'un programme de restriction des dépenses gouvernementales et il nous permettrait de faire le nécessaire pour mettre un terme au grave gaspillage dont on nous a récemment donné des exemples.

• (1440)

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, nous espérons pouvoir déposer le projet de loi se rapportant à l'Auditeur général comme un des éléments du prochain discours du trône et pouvoir ainsi procéder avec la loi dès le printemps. Nous avons étudié le Rapport Wilson et la plupart des recommandations sont acceptables. Nous étudions actuellement le rapport même de l'Auditeur général, et l'honorable député comprendra que l'étude d'un document aussi compliqué, quoique fort bien préparé, demande quelques semaines. Cependant, le gouvernement fédéral a certainement l'intention de procéder dans le plus bref délai relativement à ces deux aspects du problème.

[Traduction]

M. Baldwin: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Sept mois se sont écoulés depuis la parution de ce rapport du comité indépendant de révision; si le gouvernement n'agit pas par crainte de complications bureaucratiques, envisage-t-il au moins de renvoyer cette question au comité permanent des comptes publics dont la présidence est assumée par un député compétent de la Chambre?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, c'est précisément pour hâter la procédure que nous avons décidé de rédiger le bill qui sera prêt sous peu. Si nous avions suivi les conseils du député, je suis sûr que le comité serait toujours en train d'étudier la question. Avec cette décision du gouvernement, la plupart des problèmes soulevés par le député seront examinés.

LES TRANSPORTS

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE PASSAGES SUPERPOSÉS— DEMANDE D'ACCÉLÉRATION DE LA MISE EN ŒUVRE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question, qui fait suite à celle du député de Scarborough-Est, s'adresse au ministre des Transports. Quelles mesures entend-il prendre pour accélérer la suppression des passages à niveau dangereux?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je pense avoir déjà dit, à propos de ce passage à niveau, que la demande avait suivi son cours normal et qu'une recommandation me sera présentée sous peu. C'est la procédure à suivre quand on reçoit presque toujours plus de demandes que de fonds.

M. Brewin: Une question supplémentaire. Comme la procédure normale n'a encore donné aucun résultat, au bout de dix mois, le ministre envisage-t-il de recourir à une autre méthode pour accélérer cette procédure?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà indiqué que la requête avait fait l'objet d'un examen et qu'on pouvait maintenant fair une recommandation. Evidemment, il faut faire un choix parmi les diverses demandes lorsque les fonds sont limités et lorsqu'il est impossible d'en allouer à toutes les fins visées dans la requête et qui ont motivé la décision. J'ai également signalé qu'il ne sert à rien de relier ce délai à l'accident en question parce que les travaux d'étagement des voies à cet endroit auraient pris un an ou un an et demi.